

SMIRTOM du SAINT-AMANDOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
BUREAU SYNDICAL du 26 novembre 2013

L'an deux mil treize, le 26 novembre à neuf heures trente, le bureau syndical du SMIRTOM du Saint-Amandois s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard JAMET, président.

Date de la convocation : 18 novembre 2013

Nombre de membres : Nombre de membres : 13

Présents : 10

Pouvoir : 0

Absents, excusés : 3

Présents

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CŒUR DE FRANCE : Monsieur Bernard JAMET

COMMUNAUTE DE COMMUNES ARNON BOISCHAUT CHER: Messieurs Christian FAUCHER, Jean GUILLOT

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PORTES DU BERRY ENTRE LOIRE ET VAL D'AUBOIS : Messieurs Michel POUILLARD, HURABIELLE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TERRES DU GRAND MEAULNES : Monsieur Dominique DUBREUIL

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : Monsieur Richard KOWALYSZIN

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NERONDES : Messieurs Robert BELLERET, Thierry PORIKIAN

COMMUNAUTE DE COMMUNES BOISCHAUT MARCHE : Monsieur André THOMAZON

Absents, excusés

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES TROIS PROVINCES : Monsieur Michel MONSEAU

SIVOM SANCERGUES SAINT MARTIN DES CHAMPS : Monsieur Jean- Luc CHARACHE

COMMUNE DE LUGNY CHAMPAGNE : Monsieur Régis DU FAYET DE LA TOUR

BUREAU SYNDICAL

SMIRTOM DU SAINT AMANDOIS

Séance du 26 novembre 2013

Délibération n° 2013-DB00017

Filière de collecte et de traitement des déchets chimiques des ménages : ECO-DDS

La filière de collecte et de traitement des déchets chimiques des ménages dispose depuis peu de temps d'un éco-organisme. La société Eco-DDS a été agréée par un arrêté publié au journal officiel le 20 avril 2013.

Valable jusqu'au 31 décembre 2017, cet agrément charge le nouvel éco-organisme de gérer les déchets chimiques des ménages présentant un risque pour la santé ou l'environnement, principalement les déchets issus du bricolage comme les peintures, colles, solvants, mastics et produits dangereux.

La collecte de ces résidus, appelés déchets diffus spécifiques (DDS) s'appuiera sur le réseau des déchetteries et sur des points de dépôt complémentaires qu'Eco-DDS devra mettre en place.

Cette filière ne touche que les déchets chimiques des ménages.

Les collectivités peuvent ainsi bénéficier, après conventionnement :

- de la prise en charge par Eco-DDS des déchets ménagers collectés qui seront enlevés, regroupés et traités par les prestataires de l'Eco-organisme,
- d'un soutien financier concernant les équipements et infrastructures de collecte des déchets ménagers ainsi que les actions de communication auprès du public,
- d'un soutien en nature concernant la formation des gardiens de déchetteries

Après en avoir délibéré, le bureau syndical décide de s'engager dans cette démarche et autorise le président à signer la convention à intervenir avec Eco-DDS.

La délibération est votée à l'unanimité.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le président,

Bernard JAMET